

DECLARATION DE LA PLATEFORME :

Scandale financier impliquant le Député Denis Christel Sassou-Nguesso, la levée de son immunité parlementaire et l'ouverture d'une enquête judiciaire s'imposent.



Les membres de la Plate-forme devant la presse au siège de OCDH

L'ONG internationale, Global Witness, basée à Londres, a révélé au terme d'une enquête publiée le 6 août 2019, relayée par plusieurs médias dont RFI (Radio France Internationale) très suivie par les Congolais, que Denis Christel Sassou-Nguesso a détourné de notre Trésor public plus de 50 millions de dollars, soit environ plus de 25 milliards de F.CFA, à des fins personnelles et familiales.

Pour réaliser cette enquête, Global Witness a soutenu que ses enquêteurs ont parcouru divers relevés bancaires, documents d'entreprise et contrats secrets, et se sont entretenus avec de nombreuses sources dans différents pays. Finalement, il a été découvert que ce détournement de notre argent s'est fait selon un montage complexe et opaque de structures de blanchiment financier : juridictions secrètes, sociétés fictives, faux contrats de travaux publics ; les fonds étant acheminés à travers 6 pays européens, les Etats-Unis (État du Delaware) et les Îles Vierges Britanniques, ceci pour dissimuler leur origine.

Le montage de ce présumé détournement opéré par Denis Christel Sassou-Nguesso, député et ancien directeur adjoint de la SNPC, est sur le même modèle que celui mis en place par Claudia Sassou-Nguesso, sa sœur consanguine, également députée et chef de la communication présidentielle, accusée elle, selon une précédente enquête de Global Witness (publiée en avril 2019), d'avoir dilapidé nos fonds publics, soit près de 20 millions de dollars ou plus de 10 milliards de F.CFA utilisés pour l'achat d'un appartement de luxe à New York.

PLATE-FORME DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET LA DEMOCRATIE

Alors que ces cas de détournements de fonds publics sont révélés, la situation sociale de la plupart de nos concitoyens reste catastrophique :

- les retraités ne perçoivent que très irrégulièrement leurs pensions ; les nouveaux retraités s'accumulent depuis des années, sans obtenir les 6 mois de salaires pour la fin de carrière et/ou sans être programmé pour toucher la pension ;
- les salaires ne sont pas payés à terme échu ; les services para publics, tels que l'université, les mairies, le CHU, etc. comptent de nombreux arriérés de salaires ;
- Les salles de classes des écoles publiques sont pléthoriques et manquent d'enseignants suffisamment formés à la pédagogie, les écoliers et élèves étant assis serrés à même le sol, dans un pays producteur et exportateur de bois ;
- Dans chacun de nos hôpitaux, par manque de médicaments et d'insuffisance du personnel réellement formé, les morts se comptent par dizaines chaque jour ;
- Quant aux étudiants tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger, ils se trouvent dans diverses dures situations où certains ne perçoivent plus depuis longtemps leur bourse et pour d'autres la perçoivent très irrégulièrement ; autrement dit, tous nos étudiants sont en réalité remis à la charge de leurs parents déjà appauvris par une soit disant crise provoquée par tous ceux qui, comme Denis Christel Sassou- Nguesso, sa sœur Claudia Sassou-Nguesso et bien d'autres dilapident nos importantes ressources financières.

Et cette triste liste n'est, hélas, pas complète. Les scandales de détournements des fonds publics de notre pays sont récurrents, mais les autorités gardent un silence complice, au bénéfice de ces présumés criminels financiers. Une réalité qui contraste avec le discours officiel des plus hautes autorités à l'instar du Chef de l'Etat.

Ainsi, **la *Plate forme de la société civile pour la défense des droits humains et la démocratie* exige : La levée de l'immunité parlementaire des députés Denis Christel Sassou-Nguesso et Claudia Sassou-Nguesso, pour mener une enquête parlementaire et permettre l'ouverture d'une enquête judiciaire. Par ailleurs, nous nous réservons le droit de déposer plaintes contre les deux présumés criminels financiers.**

Pour la Plate-forme

- **Association M22**
- **Association Terres et villages**
- **Association d'actions communautaires de base pour le développement**
- **Association ARPA2DH**
- **Cercle Uni pour les droits de l'Homme et le développement**
- **CPDHLCT**
- **Fondation Ebina**
- **Observatoire Congolais des Droits de l'Homme**

Fait à Brazzaville le 17 août 2019